



Lycée voie(s)	Générale	Technologique	Professionnelle	Enseignement
				Commun
				De spécialité
				Optionnel
	CAP	Seconde	Première	Terminale
Histoire				

Thème 2 – La France dans l'Europe des nationalités : politique et société (1848-1871) (11-13 heures)

Sommaire

Axes majeurs et problématique générale du thème	3
• Axes majeurs	3
• Problématique	3
• Articulation des chapitres	3
• La place du thème dans la scolarité de l'élève	4
Chapitre 1. La difficile entrée dans l'âge démocratique : la Deuxième République et le Second Empire	4
• Enjeux du chapitre	4
• Comment insérer les points de passage et d'ouverture	5
• Capacités et méthodes : exemples	8
Chapitre 2. L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France	9
• Enjeux du chapitre	9
• Comment insérer les points de passage et d'ouverture	10
• Capacités et méthodes : exemples	14
Chapitre 3. La France et la construction de nouveaux États par la guerre et la diplomatie	15
• Enjeux du chapitre	15
• Comment insérer les points de passage et d'ouverture	16
• Capacités et méthodes : exemple	17
Pièges à éviter	18
Éléments de bibliographie, ressources	18

Chapitre 1. La difficile entrée dans l'âge démocratique : la Deuxième République et le Second Empire

Objectifs	Ce chapitre vise à montrer que l'instauration du suffrage universel masculin en 1848 ne suffit pas à trancher la question du régime politique ouverte depuis 1789. On peut mettre en avant : - les idéaux démocratiques hérités de la Révolution française qui permettent en 1848 des affirmations fondamentales et fondatrices (suffrage universel masculin, abolition de l'esclavage...); - l'échec du projet républicain en raison des tensions qui s'expriment (entre conservateurs et républicains, villes et campagnes, bourgeois et ouvriers); - les traits caractéristiques du Second Empire, régime autoritaire qui s'appuie sur le suffrage universel masculin, le renforcement de l'État, la prospérité économique et qui entend mener une politique de grandeur nationale; - les oppositions rencontrées par le Second Empire et la répression qu'il exerce (proscriptions de Victor Hugo, Edgar Quinet...).
Points de passage et d'ouverture	• Alphonse de Lamartine en 1848. • George Sand, femme de lettres engagée en politique. • Louis-Napoléon Bonaparte, premier président de la République.

Chapitre 2. L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France

Objectifs	Ce chapitre vise à montrer que la société française connaît des mutations profondes liées à l'industrialisation et à l'urbanisation. On peut mettre en avant : - les transformations des modes de production (mécanisation, essor du salariat...) et la modernisation encouragée par le Second Empire; - l'importance du monde rural et les débuts de l'exode rural; - l'importance politique de la question sociale.
Points de passage et d'ouverture	• Paris haussmannien : la transformation d'une ville. • Les frères Pereire, acteurs de la modernisation économique. • 25 mai 1864 – Le droit de grève répond à l'une des attentes du mouvement ouvrier.

Chapitre 3. La France et la construction de nouveaux États par la guerre et la diplomatie

Objectifs	Ce chapitre vise à montrer le rôle de la France lors de la construction des unités italienne et allemande. Cette politique d'unification est menée par des régimes monarchiques qui s'appuient sur le mouvement des nationalités, la guerre et la diplomatie. On peut mettre en avant : - la participation du Second Empire à la marche vers l'unité italienne; - la guerre de 1870 qui entraîne la chute du Second Empire et permet l'unité allemande.
Points de passage et d'ouverture	• Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France. • 1871 – Bismarck et la proclamation du Reich.

Axes majeurs et problématique générale du thème

Axes majeurs

Le thème 2 invite à étudier les expériences de modernisation qui caractérisent les sociétés européennes de la seconde moitié du XIX^e siècle. L'historiographie a longtemps été marquée par une interprétation dichotomique formulée par les acteurs de cette période eux-mêmes : les questions sur les continuités et les ruptures restent prégnantes pour aborder l'histoire de l'industrialisation, de la longue genèse de l'État moderne ou la géohistoire des territoires européens. Celles sur les héritages révolutionnaires demeurent essentielles pour situer les acteurs dans leurs cultures politiques, et montrer la façon dont celles-ci continuent à se construire. Ceci permet de renforcer la cohérence d'ensemble du programme sur la construction politique de la France.

En singularisant cette période, les programmes s'inscrivent pourtant dans les études les plus récentes qui dépassent les jugements mémoriels réalisés par la Troisième République. Ainsi le travail autour de la Deuxième République et du Second Empire permet-il de saisir les réponses apportées par la société française aux bouleversements politiques, économiques et sociaux que connaît l'Europe depuis la fin du XVIII^e siècle et dont l'ensemble des élites, traditionnelles comme issues de la Révolution française et de l'Empire, ont pris la mesure, au plus tard à l'occasion de l'échec du « printemps des peuples » étudié à la fin du thème 1.

L'État-nation devient le paradigme central des réponses apportées à la « transformation du monde » (voir Jürgen Osterhammel), que les contemporains analysent nécessairement sous le prisme de la modernité (voir Christophe Charle) : les élites se convertissent au nationalisme (que la diplomatie du Second Empire conceptualise sous le terme « politique des nationalités » pour ne pas employer la terminologie révolutionnaire de « nation »), la légitimation du pouvoir et sa représentativité deviennent un objet de politisation (voir Maurice Agulhon, Roger Price), alors que la question sociale s'impose progressivement dans un espace public de plus en plus territorialisé. 1848 remet en question l'ordre institué par le traité de Vienne pour ouvrir une période dont la préoccupation est de « faire nation » (Elena Musiani) ou, pour s'inscrire dans la continuité des programmes d'EMC de première, faire société.

Problématique

Pourquoi la Deuxième République et le Second Empire n'ont-ils pas réussi à construire cet ordre politique stable recherché depuis la Révolution, en France et en Europe ? Comment ces régimes ont-ils cependant marqué une étape dans la construction d'une nation démocratique au sein d'une Europe des nations ?

Articulation des chapitres

Les trois chapitres du thème invitent à aborder ces problématiques de manière systémique en alliant approches synchronique et diachronique :

- la construction d'un État-nation sous l'angle de sa légitimité et de sa représentativité qui, davantage que ne le laissent induire les ruptures, implique une politisation de la société française dans son ensemble, trop souvent réduite à une opposition Paris-province (1848 au début des années 1860) ;

- le rôle de l'État face aux mutations économiques, dont les préoccupations sociales et culturelles (et culturelles) épousent les enjeux politiques (du milieu des années 1850 au milieu des années 1860);
- la question des nationalités dans la politique étrangère de la France qui, à partir du début des années 1860, devient un instrument de légitimation et d'affirmation d'un empire, dont la diplomatie et les défaites militaires précipitent la fin.

La place du thème dans la scolarité de l'élève

L'étude de la difficile entrée dans l'âge démocratique s'appuie nécessairement sur les acquis du cycle 4 (**quatrième**, dans le thème « **Société, culture et politique dans la France du XIX^e siècle** »), de l'enseignement d'EMC en **seconde** (« **Les libertés collectives : le développement de la démocratie moderne; l'extension du suffrage; la naissance des droits sociaux; l'égalité femmes-hommes** »). Cette question se retrouve dans le thème du programme de spécialité HGGSP sur la démocratie, par le biais notamment de la figure d'Alexis de Tocqueville (thème 1).

La question de l'industrialisation a été abordée par les élèves en classe de **quatrième** (thème 2, « **L'Europe et le monde au XIX^e siècle** »). Ce chapitre peut permettre de nourrir la réflexion sur la notion de transition utilisée dans le programme de géographie de seconde, il peut également donner un éclairage enrichissant sur les notions du programme de géographie de première : la métropolisation, à travers l'exemple parisien, mais aussi les espaces productifs en lien avec la mise en place des espaces de l'industrie et les transformations du monde rural. Des passerelles peuvent être établies avec le programme d'EMC de première consacré aux liens sociaux.

En ce qui concerne la question des nationalités, les élèves ne peuvent s'appuyer sur des acquis, celle-ci n'ayant été que peu abordée au collège. Le thème 2 du programme de spécialité histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques consacré aux « **Dynamiques des puissances internationales** » offre des passerelles conceptuelles intéressantes (distinction entre empire et nation), tout comme les programmes de langues, littérature et cultures étrangères (à travers l'imaginaire populaire allemand pour les germanophones [axe 1] ou la cité idéale en italien).

Chapitre 1. La difficile entrée dans l'âge démocratique : la Deuxième République et le Second Empire

Problématique du chapitre :

Comment l'instauration du suffrage universel a-t-elle pu aboutir en quelques années à la mise en place d'un régime autoritaire ?

Enjeux du chapitre

La révolution de 1848 a constitué pour la société française un horizon d'espérance politique et sociale tout comme la crainte d'un retour à la Révolution et aux divisions que celle-ci avait suscitées dans le pays. Si la Deuxième République est née de ce « moment 1848 », étudié en tant que révolution à la fin du premier thème, les césures que constituent sa naissance comme sa fin sont fonction des lectures politiques, en particulier des déceptions républicaines et sociales, marquées par des soulèvements, des répressions et des raidissements politiques successifs (à l'exemple de l'insurrection suivant la fermeture des ateliers nationaux en juin 1848). Se rejoue alors la tension entre

deux visions de la république héritées de la Révolution, ce qui génère une instabilité et associe le régime républicain au désordre pour de nombreux Français. La Deuxième République témoigne pourtant d'une politisation de la société française (représentée par l'histoire de la presse), en particulier des campagnes, dont les ruptures apparentes constituent des étapes dans un processus d'acculturation démocratique.

C'est à l'aune de ces événements, interprétés à travers le prisme des mémoires révolutionnaires, que doit se lire l'adhésion circonstancielle à un programme de retour à l'ordre et de modernisation, proposé par un homme se revendiquant comme providentiel et « nouveau », soutenu tant par des milieux libéraux, des monarchistes ou une Église en quête d'affirmation, que par les déçus de la République, ainsi que par une armée dont le soutien a fait l'objet d'une campagne savamment orchestrée. La répression des opposants, la pratique des candidatures officielles, le rétablissement de la censure et d'un ordre moral dont sont victimes les écrivains marquent ainsi les premières années d'un régime qui voit dans les forces conservatrices des soutiens pour asseoir son emprise, mais qui ne parvient pas à étouffer les dynamiques de démocratisation, lisibles à l'échelle locale davantage que nationale.

Comment insérer les points de passage et d'ouverture

Centrés sur des acteurs au cœur des enjeux politiques — à travers la figure d'un républicain modéré (Lamartine), d'une actrice de la vie politique exclue de la représentation politique (George Sand) et de Louis-Napoléon Bonaparte — ces trois points de passage et d'ouverture peuvent être l'occasion de travailler de manière systématique l'approche biographique avec les élèves pour interroger la représentativité de parcours de vie dans leur époque. Leur étude s'inscrit aussi dans le récit chronologique et constitue des exemples représentatifs de césures politiques tout en jouant sur les échelles temporelles et spatiales de l'action de ces acteurs et des réseaux dans lesquels ils s'inscrivent.

Alphonse de Lamartine en 1848

L'image d'Alphonse de Lamartine en 1848 est associée au célèbre tableau d'Henri-Félix Philippoteaux « [Lamartine refusant le drapeau rouge devant l'Hôtel de Ville](#) », soulignant à la fois la place de Paris dans cette révolution, mais également ses enjeux chez les républicains, notamment leurs divisions, ce qui permet de donner des éléments d'explication de l'échec de cette révolution, puis de cette république. Au-delà de cette image, la figure de Lamartine, tout comme celle de George Sand, permet de souligner l'importance des écrivains engagés dans cette révolution. Lamartine peut donc être analysé comme une figure exemplaire des républicains de 1848, de ce qui les rassemble, de leur évolution, de leurs contradictions et de leurs impasses.

En 1848, Lamartine est un poète célèbre et a déjà une longue carrière politique derrière lui, puisqu'il est député sans discontinuer depuis sa première élection en 1833. Présenter rapidement son parcours politique, légitimiste sous la Restauration et au début de la monarchie de Juillet, puis orléaniste avant de devenir un républicain modéré, peut permettre de faire le lien avec les débats politiques de l'époque et leurs évolutions. En 1847, son *Histoire des Girondins* et ses discours en font un des leaders des républicains. Le discours prononcé en juillet lors du banquet de Mâcon, sa ville de naissance et d'élection, où il annonce l'imminence d'une « révolution du mépris », dénonce la corruption des dirigeants et souligne le malaise social, permet de souligner sa popularité (près de 3 000 souscripteurs se rendent au banquet) et ses convictions. On peut donc travailler à travers sa figure l'affirmation de l'opposition et

la dégradation de la situation économique et sociale qui mènent à la révolution de février.

L'action et l'évolution de Lamartine pendant la révolution permettent de réfléchir aux causes de l'échec de la République. Refusant de soutenir le projet de régence, il est désigné comme membre du gouvernement provisoire. Ce moment est l'occasion de souligner les débats qui demeurent entre républicains, Lamartine incarnant l'héritage de 1789 face aux radicaux et aux socialistes, davantage tournés vers celui de 1793. C'est dans ce contexte qu'intervient l'épisode du drapeau, avec la célèbre apostrophe « Le drapeau tricolore a fait le tour du monde avec la République et l'Empire, avec vos libertés et vos gloires [...]. Le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans le sang du peuple ». L'évolution de son action et de sa popularité permet de souligner à la fois les divisions de plus en plus profondes entre les républicains modérés et radicaux, jusqu'aux journées de juin où le peuple de Paris le rejette, mais aussi son ancrage à Paris, qui le prive d'une base électorale plus solide.

On peut conclure cette évolution à travers l'épisode désastreux de sa candidature présidentielle. Après avoir voulu cette élection au suffrage universel, il se retrouve rejeté par les ouvriers et demeure largement inconnu des ruraux, parmi quatre autres candidats républicains soulignant les divisions profondes de ce camp, là où Louis-Napoléon Bonaparte fait campagne partout, appuyé sur le nom légendaire de son oncle. Cet échec cuisant (0,2 % des voix) sonne le glas de la carrière politique de Lamartine, qui se termine en 1851 avec le coup d'État. Cette figure peut donc être suivie pour mettre en perspective 1848 du point de vue d'un républicain modéré et mieux comprendre comment la deuxième expérience républicaine échoue.

George Sand, femme de lettres engagée en politique

Si le point de passage sur George Sand permet de prolonger la réflexion sur le rôle des écrivains dans l'histoire de la Deuxième République et du Second Empire, il permet également de se concentrer sur une figure féminine engagée non seulement pour la République, mais aussi pour la cause des femmes, une cause souvent mise de côté par les acteurs politiques, et ce depuis la Révolution. Sa volonté d'indépendance, sa vie personnelle, son œuvre et sa contribution à la vie intellectuelle de l'époque font d'elle une figure reconnue, ce que le professeur doit rappeler même s'il doit se concentrer sur son engagement et son rôle politiques. Ainsi, les origines de George Sand, à la fois aristocratiques et populaires, peuvent être évoquées pour contribuer à comprendre son engagement, à plusieurs titres atypique. Travailler sur George Sand permet donc de réfléchir à la place des femmes dans l'engagement républicain, alors que l'instauration du suffrage dit « universel » continue de les maintenir à l'écart du vote et de l'éligibilité, et plus largement à leurs possibilités d'action ainsi qu'à la façon dont elles sont vues, pour évaluer le caractère exceptionnel de ce personnage et de son itinéraire.

Le travail sur George Sand peut être articulé avec une réflexion sur la presse pendant cette période, puisque c'est par ce moyen qu'elle exprime souvent son engagement, d'abord avec la fondation de *l'Éclaireur de l'Indre* en 1844, puis, quand la révolution éclate, par sa participation à *La cause du peuple* et au *Bulletin de la République*, soulignant son engagement socialiste et sa proximité avec les grandes figures de ce camp comme Louis Blanc ou Armand Barbès, sans que cela ne l'empêche de correspondre régulièrement avec Louis-Napoléon Bonaparte. La figure de George Sand permet évidemment de montrer la place des femmes dans cette révolution, alors

qu'elle ne peut ni voter ni être élue, d'une part par la façon dont elle est vue (à travers des caricatures montrant le rejet et les fantasmes que peut susciter sa proximité avec les dirigeants, notamment Ledru-Rollin), mais aussi par ses prises de position. Son refus du suffrage féminin, ainsi que celui de poser sa candidature à l'Assemblée pour protester contre l'inéligibilité des femmes, malgré son profond engagement féministe, permet d'appréhender la complexité de la question du suffrage universel et du droit de vote des femmes¹.

L'échec de la révolution sociale et l'arrestation de nombre de ses proches, qui l'amènent à se retirer dans son château de Nohant, soulignent la suite de son engagement et ses limites, au service des victimes de la répression de Louis-Napoléon Bonaparte. La question de la presse et de l'écrit peut être poursuivie par l'évocation de la censure dont George Sand est victime : son expression se réduit alors à son œuvre littéraire et à sa correspondance, ce qui est un moyen de souligner l'évolution antilibérale de la France basculant dans le Second Empire.

Louis-Napoléon Bonaparte, premier président de la République

Louis-Napoléon Bonaparte pourrait être étudié en parallèle avec Alphonse de Lamartine, puisqu'au contraire du poète, il incarne la figure de 1848 passée de la marginalité politique à une réussite totale, allant même jusqu'à enterrer cette République dont il était l' élu. Il permet de porter un autre regard sur l'échec de la République et de souligner les évolutions politiques du pays à travers le passage vers un régime autoritaire d'un nouveau type, et permet d'ouvrir la réflexion sur le Second Empire. Il s'agit également d'analyser le personnage de Louis-Napoléon Bonaparte, particulièrement mis à mal dans la mémoire collective, dominée par les républicains qui se sont opposés à lui, au premier rang desquels Victor Hugo, pour en donner une vision plus nuancée.

Dans un premier temps, il s'agit bien évidemment de montrer comment, à la surprise générale, il remporte très largement l'élection de 1848. On peut partir de cet événement, et mettre en évidence à la fois le contexte politique (la division des républicains, l'absence de candidat monarchiste), mais aussi le parcours de Bonaparte. Sans parti derrière lui, il peut néanmoins compter sur la légende de son oncle, à laquelle il se relie abondamment, ainsi que sur son image d'opposant à la monarchie de Juillet, qui lui avaient valu un exil en Amérique puis un emprisonnement au fort de Ham, où il avait écrit deux livres largement diffusés qui lui donnent l'image d'un défenseur de la classe ouvrière. Tout cela lui assure une certaine popularité au moment de la révolution de 1848 : de multiples élections à l'Assemblée lui permettent de revenir en France pour siéger, lui qui était exilé à Londres depuis son évasion du fort de Ham en 1846. Son élection paraît cependant d'autant plus surprenante qu'il est perçu comme insignifiant par ses concurrents : face à des républicains divisés, trop centrés sur Paris et incapables de donner de la stabilité au pays, Louis-Napoléon Bonaparte s'appuie à la fois sur son nom et sur un programme mêlant défense du peuple et autorité, ce qui en fait un recours face à la république modérée de Lamartine ou Cavaignac et face au socialisme, dont une grande partie des ruraux français ne veulent pas.

1. Son refus n'est pas un refus de principe, mais se fonde sur la priorité accordée aux évolutions sociales : « Les femmes doivent-elles participer à la vie politique ? Oui un jour, je le crois avec vous, mais ce jour est-il proche ? Non, je ne le crois pas, et pour que la condition des femmes soit ainsi transformée, il faut que la société soit transformée radicalement. » (Georges Sand, « Aux membres du Comité central », avril 1848)

Le second temps de la réflexion peut porter sur la façon dont il fait basculer la République dans un régime autoritaire. On peut notamment montrer que, même s'il met en avant les acquis de 1789 et la volonté de stabiliser le pays, il engage tout de suite avec son gouvernement l'épreuve de force avec l'Assemblée constituante pour bloquer toutes les mesures jugées trop républicaines et affirmer son pouvoir. Il ne faut cependant pas faire de la période une lecture téléologique, en soulignant la forte opposition des monarchistes et de la gauche (malgré la répression de juin 1849), très présente à l'Assemblée, mais montrer la volonté de Louis-Napoléon d'une réforme de la Constitution lui permettant non seulement de se représenter, mais aussi de défendre le suffrage universel, restreint par la loi du 31 mai 1850. Le coup d'État achève ce processus et, s'il ne faut pas oublier qu'il y a eu une résistance populaire, force est de constater que Louis-Napoléon parvient sans grand problème à imposer un régime illibéral. La réflexion sur son itinéraire permet de compléter celle sur l'échec de la Deuxième République et du suffrage universel.

Capacités et méthodes : exemples

Sur Alphonse de Lamartine

- Mettre un événement et une figure en perspective.
- Savoir lire, comprendre et apprécier un document iconographique.
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique.

L'analyse croisée du tableau d'Henri-Félix Philippoteaux « Lamartine refusant le drapeau rouge devant l'Hôtel de Ville » et du discours de Lamartine le 6 octobre 1848 à l'Assemblée nationale² permet de cerner les caractéristiques d'un républicain modéré tout en abordant les enjeux des débats démocratiques dans et en dehors de l'Assemblée. La confrontation des deux documents permet à la fois de montrer les enjeux des débats entre républicains, en lien avec les précédents chapitres, mais également la place occupée par Lamartine, la portée et l'audience de son discours, afin de mener le parallèle entre son évolution politique personnelle et celle des républicains.

Sur George Sand

- Mettre une figure en perspective.
- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique.
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation.

Un travail d'analyse et de recherche, individuel ou de groupe, portant sur une sélection de lettres écrites par George Sand entre 1848 et 1852 permet d'aborder ses réseaux, ses nombreux engagements et à travers la chronologie de ses écrits ses déceptions socialistes tout comme la manière dont l'expression politique d'une voix étouffée se modifie, y compris dans les échanges privés, notamment face à l'affirmation de la censure sous Napoléon III. La comparaison avec une autre figure féministe, comme Jeanne Deroin, dont elle désapprouve la candidature aux élections législatives de 1849, permet de situer George Sand dans un cadre social et d'envisager avec davantage de profondeur et de complexité l'histoire des femmes.

2. Le discours est disponible sur le [site de l'Assemblée nationale](https://www.assemblee-nationale.fr/histoire/1848/1848-10-06-discours-lamartine).

Sur Louis-Napoléon Bonaparte

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique.
- Utiliser une approche historique pour mener une analyse ou construire une argumentation.
- S'approprier un questionnement historique.

Le discours du prince-président à Bordeaux le 9 octobre 1852 peut être une entrée pour approcher les débats historiographiques : les différentes narrations (celle du régime se mettant en scène, la légende noire de Victor Hugo, les narrations historiennes, en particulier la biographie de Pierre Milza) peuvent être l'occasion de confronter des points de vue et de travailler sur la démarche historique.

Les points de passage et d'ouverture peuvent faire l'objet d'un travail transdisciplinaire (par exemple avec le professeur de français sur Lamartine et George Sand).

Chapitre 2. L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France

Problématique

Dans quelle mesure les mutations économiques et sociales que connaît la France accélèrent-elles sa modernisation, y compris dans le domaine politique avec la lente libéralisation du Second Empire à partir des années 1860 ?

Enjeux du chapitre

Le chapitre 2 invite à poser un regard sur les domaines économique et social du processus de modernisation, qui prend un tour massif et autoritaire à la suite de 1848. Il ne s'agit ni d'étudier le processus d'industrialisation, encore moins ses origines, mais d'envisager la période allant du milieu du XIX^e siècle à la grande dépression (1873) et le début de la seconde industrialisation comme un temps d'accélération de transformations vécues et ressenties en tant que telles par une large partie de la population française. Celles-ci se caractérisent de manière générale, dans une conjoncture économique favorable qui touche d'abord le secteur agricole, par un développement du salariat, une lente mécanisation, une polarisation autour des villes et des mobilités géographiques et sociales accrues. Les disparités sont pourtant fortes (notamment de part et d'autre d'une ligne Le Havre-Marseille en formation) et le processus complexe : les mobilités, même vers les villes, demeurent souvent saisonnières, tout comme le salariat ; le monde de l'usine est celui de la petite entreprise – Le Creusot, avec ses 10 000 ouvriers pour 25 000 habitants en 1870, est à ce titre une exception. La hausse des prix entraîne aussi une paupérisation des plus fragiles, en ville comme à la campagne. Si la figure du « *self made man* », véhiculée sous le Second Empire, demeure une exception, les mobilités sociales dans le monde des élites décrites par les écrivains tout comme celles au bas de l'échelle sociale, révélées notamment à travers le personnage de Louis-François Pinagot (Alain Corbin) sont une réalité sur deux ou trois générations. Le recensement de 1851, qui comptabilise pour la première fois les travailleurs étrangers, atteste que les mobilités sont aussi transnationales et témoigne des besoins en main-d'œuvre de l'industrialisation.

L'État devient sous le Second Empire un acteur central de ces transformations économiques et sociales. Son programme, influencé par le saint-simonisme, peut être qualifié de libéral-national à connotation paternaliste. Les grands travaux hérités de la monarchie de Juillet et amplifiés (réseau ferré, chantiers navals de Saint-Nazaire, ports du Havre et de Marseille, transformations urbaines comme à Paris) se concentrent sur des secteurs jugés stratégiques et symboliques pour l'État ; les traités commerciaux diminuant les droits de douane (dont celui signé avec le Royaume-Uni en 1860) favorisent ainsi certains secteurs (le luxe, les industries dépendantes des importations de charbon) et en pénalisent d'autres (petites industries textiles) ; la création de caisses de crédit facilite les investissements.

Dans le cadre des tensions grandissantes entre le pouvoir et les catholiques, liées à la question italienne et à une affirmation de la papauté, qui rejette la modernité (*Syllabus*, 1864) et pose aux yeux de certaines élites la question de la loyauté des « ultramontains », les gages donnés à partir des années 1860 à une classe ouvrière en quête d'identité et de plus en plus revendicatrice sur les conditions de travail, tout comme la libéralisation du régime, relèvent tant d'une nécessité d'asseoir la légitimité par le plébiscite que d'une réelle préoccupation formulée dès 1844 par Louis-Napoléon Bonaparte. Ces gages se comprennent ainsi dans une lecture à plusieurs échelles (nationale et internationale).

Comment insérer les points de passage et d'ouverture

Paris haussmannien : la transformation d'une ville

La transformation de Paris est certainement « ce qui nous reste aujourd'hui de plus tangible du Second Empire »³, puisque c'est sous Napoléon III que la capitale prend son visage actuel, avec ses vingt arrondissements, le percement des grands boulevards, ainsi que l'aménagement des parcs des Buttes-Chaumont et Montsouris, des bois de Boulogne et de Vincennes. Le projet parisien, auquel est associé le nom du préfet Haussmann, permet de mettre en avant les caractéristiques de la modernisation autoritaire que Napoléon III mène pendant son règne. On peut voir le projet de transformation de Paris à travers différents angles : une œuvre répressive, un projet économique et social, un élément de prestige impérial. Ce point de passage et d'ouverture permet donc un lien avec le chapitre précédent en rapportant la modernisation à ses enjeux politiques et aux débats qui les accompagnent.

La réflexion pourrait d'abord être mise en perspective, pour montrer comment Napoléon III, qui reste l'instigateur d'un projet dont Haussmann est l'exécutant, s'appuie sur des réflexions antérieures, afin de montrer que la modernisation ne se limite pas à l'haussmannisation : projets de Napoléon I^{er} et idées développées pendant la monarchie de Juillet, ou encore idées ramenées de son exil à Londres, notamment pour la création des parcs et des bois.

Le professeur peut s'appuyer sur la volonté napoléonienne de faire de Paris une vitrine du régime dans sa capacité à moderniser et à développer la France et la confronter aux oppositions et aux débats qui agitent ce projet, ce qui permet de remobiliser le travail du chapitre précédent. Plusieurs angles sont possibles, comme celui du percement des grands boulevards, vus par les uns comme la volonté de détruire et de neutraliser le Paris ouvrier des barricades (le souvenir de 1848 est encore proche). Haussmann ne nie pas cette réalité, mais son projet concrétise des attentes anciennes, comme la fin des quartiers insalubres, et une adaptation aux évolutions de la ville, comme la

3. Sylvie APRILE, *La Révolution inachevée (1815-1870)*, Paris, Belin (coll. « Histoire de France »), 2010.

nécessité de relier les gares entre elles. La circulation — de l'air, de l'eau, des hommes, des marchandises — est au cœur du projet, ce qui peut facilement se relier à la notion de modernisation.

La mise en œuvre du projet peut constituer un autre axe de réflexion, que ce soit à travers la question des moyens financiers ou de la législation qui permet d'accélérer les procédures et de dédommager les propriétaires expropriés, afin de montrer que même dans un cadre autoritaire, les dirigeants ne peuvent pas faire ce qu'ils veulent. Trois grands axes permettent de comprendre le projet :

- le croisement d'un axe nord-sud (création des boulevards de Sébastopol et Saint-Michel) avec un axe est-ouest (de la Bastille à l'Étoile) et la transformation de l'île de la Cité en espace administratif ;
- la création de réseaux pour relier les gares entre elles, réseau de voies de communication mais aussi d'infrastructures, comme le réseau d'eau ;
- l'extension de Paris, avec le passage à vingt arrondissements par l'intégration des villages périphériques (Belleville, Bercy, Montmartre) et la création d'espaces verts, notamment de deux grands parcs au Nord et au Sud et des deux bois à l'Est et à l'Ouest.

Les résultats de ce projet peuvent être interrogés, avec une ville plus saine et régulière, qui écarte les entreprises polluantes vers l'extérieur mais accentue les différenciations sociales, même s'il ne faut pas surestimer l'éviction des ouvriers vers la périphérie de la ville. L'Est parisien s'affirme comme le cœur ouvrier de la ville, mais aussi la terre d'accueil des migrants, pour Belleville en particulier.

Enfin, la réception de ce projet peut être un axe d'analyse intéressant, pour montrer la façon dont il a été contesté, Haussmann faisant figure de cible plus facile à attaquer que l'empereur, que ce soit sur le financement du projet (*Les comptes fantastiques d'Haussmann* du jeune Jules Ferry sont restés célèbres), sur sa dimension répressive évoquée plus haut, ou sur la façon dont il détruisait le vieux Paris et en chassait les ouvriers. Ces débats, entre volonté de s'opposer et vision patrimoniale, ont évidemment des échos aujourd'hui, comme la volonté initiale de Napoléon III d'élargir Paris à un périmètre dépassant le département de la Seine, sorte de « Grand Paris » avant l'heure.

Les frères Pereire, acteurs de la modernisation économique

Avec les frères Pereire, le professeur peut mettre l'accent sur des acteurs majeurs du développement et de la modernisation de la France, entre promotion du libéralisme économique et de la spéculation et interventions de l'État, comme le souligne leur devise, empruntée à Saint-Simon : « À chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres ». Cela résume une pensée qui repose sur l'initiative individuelle dans un cadre très organisé, notamment pour la banque, afin que l'argent puisse être réinvesti en permanence pour de nouveaux projets, quitte à se retrouver dans une logique spéculative, largement dénoncée et à l'origine de leur déclin. L'itinéraire de ces frères, issus d'une famille juive d'origine portugaise appauvrie au début du siècle et tôt orphelins de père, devenus de grands entrepreneurs sous la monarchie de Juillet et des personnages-clés de l'économie sous l'empire, permet de mettre en évidence les ressorts idéologiques et fonctionnels de la modernisation de l'économie.

Un premier point pourrait consister à faire comprendre ce qui a fait des frères Pereire des acteurs incontournables de la modernisation de la France sous le Second Empire : la réflexion peut être organisée autour des idées saint-simoniennes et de leur influence dans les milieux politiques et économiques de l'époque. Cela permet de mettre en avant les deux fondements de l'action des frères Pereire, le développement des transports et du chemin de fer en particulier et la nécessité de l'expansion du crédit en lien avec l'État, fondements de la pensée saint-simonienne, et de les relier à l'industrialisation et à la modernisation économique. Le cas de la ligne de Paris à Saint-Germain, financée avec le soutien de la banque Rothschild, peut servir d'exemple. Le saint-simonisme permet aussi de comprendre pourquoi les deux frères se rallient à Louis-Napoléon Bonaparte et obtiennent un rôle éminent dans le nouveau régime.

Un deuxième axe de réflexion pourrait alors porter sur la façon dont les frères Pereire soulignent les évolutions de l'économie française par leur action, toujours en s'appuyant sur le transport et le crédit, mais en soulignant la diversification de leurs activités et investissements : un lien peut ainsi être fait avec le point de passage et d'ouverture sur le Paris haussmannien, où ils investissent (Compagnie immobilière de Paris), mais on peut aussi mettre en lumière leur développement international, ou encore de nouvelles activités comme l'assurance ou le tourisme avec le développement d'Arcachon. L'idée n'est pas de faire un inventaire exhaustif des activités, mais de montrer la volonté d'une circulation permanente de l'argent pour créer de nouvelles activités, ce qui permet de mettre en avant le développement du libre-échange comme base de cette modernisation. Le libre-échange permet de s'ouvrir à l'échelle européenne pour souligner la façon dont le Second Empire met à profit une conjoncture économique favorable.

Un autre angle d'approche peut consister à se focaliser sur les liens avec l'État et le gouvernement, indispensables pour organiser l'économie et pour donner aux frères Pereire la capacité de développer leur établissement de crédit et leurs grands projets de transports et d'urbanisme. Il est alors possible de questionner ces liens, concrétisés par l'élection des deux frères au Corps législatif : cela permet d'aborder l'affairisme et la spéculation qui accompagnent cette expansion, qui sont l'objet de critiques (notamment celles de Zola dans *La Curée*) et causent leur chute, symbolisée par la faillite de leur société de crédit en 1867 et résumée par la formule de leur rival James de Rothschild : « La différence fondamentale entre un Rothschild et un Pereire, c'est que le premier demeurerait à jamais un banquier qui travaille avec son argent tandis que l'autre est fondamentalement un banquier travaillant avec l'argent des particuliers ».

25 mai 1864 - Le droit de grève répond à l'une des attentes du mouvement ouvrier

Ce point de passage et d'ouverture met l'accent sur la question ouvrière, cœur du chapitre précédent et des débats de 1848, avec pour but d'expliquer pourquoi et comment cette avancée a été accordée par un régime autoritaire.

La réponse à cette question peut s'appuyer sur une réflexion à plusieurs échelles de temps : d'abord celle propre au mouvement ouvrier, pour souligner un moment où cette question est mieux connue et documentée (les enquêtes de Frédéric Le Play sur les ouvriers européens paraissent en 1855), et où elle commence à se légaliser. Ensuite, celle qui concerne l'itinéraire et le règne de Napoléon III, entre le discours saint-simonien et l'intérêt qu'il porte à la question ouvrière depuis le début de son action

politique et l'évolution de son mandat. La loi de 1864 doit être placée au cœur de ces temporalités, pour montrer comment elle révèle à la fois l'évolution du mouvement ouvrier, le rapport ambivalent de Napoléon III à cette question, ainsi que la mise en évidence de la seconde partie plus libérale de son règne.

Le professeur peut donc souligner dans un premier temps les rapports contradictoires du régime impérial avec les ouvriers : d'une part, Napoléon III développe un discours marqué par une sollicitude paternaliste à la fois héritée du saint-simonisme et la volonté d'éviter que les ouvriers ne glissent vers la révolution par des mesures équilibrées, et ce d'autant que les ouvriers demeurent méfiants envers les républicains modérés depuis 1848. D'autre part, hormis quelques réalisations ostentatoires, peu de mesures sont prises en ce sens, Napoléon III se heurtant au refus des milieux d'affaires et des catholiques, dont le soutien lui est indispensable, et ayant pour priorité d'affirmer son pouvoir par une série de mesures autoritaires.

La réflexion peut se concentrer sur la décennie 1860, afin de mettre en évidence ce qui amène à la satisfaction de cette ancienne revendication ouvrière, qui symbolise l'évolution plus libérale de l'exercice du pouvoir. Le professeur peut alors mettre en évidence la plus grande attention que porte l'empereur à cette question, comme avec le groupe du Palais-Royal, qui devient un véritable relai des revendications ouvrières portées par les sociétés de secours mutuel, et souligner le rôle que joue la politique extérieure de la France dans cette évolution : entre la question italienne qui lui vaut l'hostilité de nombreux catholiques et le développement du libre-échange qui est rejeté par une bonne partie de la bourgeoisie conservatrice, Napoléon III peut ajouter à ses convictions saint-simoniennes la possibilité d'acquérir des soutiens dans la classe ouvrière aux dépens de l'opposition républicaine, qui a progressé aux élections de 1863.

L'analyse de la loi peut permettre d'en souligner les contradictions et les limites, supprimant le délit de coalition sans accorder la liberté de réunion, mais aussi de mettre en évidence son caractère fondateur, qu'on peut illustrer à la fois par le nombre de grèves qui augmente et par la volonté de les contrôler de la part du pouvoir. Cette question peut permettre de synthétiser les évolutions de la politique napoléonienne, en la mettant en perspective avec l'industrialisation du pays et en ouvrant sur le chapitre traitant de la politique extérieure de l'empire. Elle permet aussi de souligner que, malgré son caractère autoritaire, le régime napoléonien doit tenir compte d'une opinion publique en formation.

Capacités et méthodes : exemples

Sur le Paris haussmannien

- Mettre un événement en perspective.
- Identifier les contraintes et les ressources d'un contexte historique et d'une situation géographique.
- Confronter le savoir acquis en histoire avec ce qui est entendu, lu, vécu.
- Savoir lire, comprendre et apprécier une carte.
- Utiliser une approche historique ou géographique pour mener une analyse ou construire une argumentation.

Le Paris haussmannien peut servir de point d'entrée au chapitre ou d'exemple conclusif permettant d'aborder les principaux éléments abordés, car les plans d'aménagements, hérités de la monarchie de Juillet (à l'exemple de Notre-Dame de Paris), s'inscrivent dans une démarche systémique de modernisation cherchant tant à répondre aux enjeux posés par l'industrialisation qu'à établir un ordre public, social et sanitaire nouveau, dont la contestation permet d'aborder les préoccupations d'une partie du monde ouvrier et de son éviction d'une partie de la ville.

Il est possible d'utiliser ces plans d'aménagement pour, dans un premier temps, en faire émerger les principes, les étapes et les finalités, et dans un second temps, pour les confronter à des discours d'opposition, comme les *Comptes fantastiques d'Hausmann* de Jules Ferry⁴.

Le projet « [Cassini-Grand Paris](#) » mis en place par l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) permet de travailler sur des plans de Paris numérisés et avec des informations superposables pour différentes époques, dont le XIX^e siècle.

Sur les frères Pereire

- Identifier et expliciter les acteurs clés des grands événements.
- Mettre une figure en perspective.

L'étude des frères Pereire — comme celle de la loi Ollivier de 1864 — se prête davantage à un approfondissement en cours de chapitre : le parcours de deux entrepreneurs emblématiques de l'époque peut être étudié sous l'angle d'une analyse critique de la description faite par les contemporains (Émile Zola) pour ensuite en nuancer la représentativité à travers la confrontation avec d'autres exemples d'acteurs économiques.

Sur le 25 mai 1864 et le droit de grève

- Identifier et expliciter les acteurs clés des grands événements.
- Mettre un événement en perspective.
- Construire et vérifier des hypothèses sur une situation historique.

La loi de 1864 abolissant le délit de coalition peut faire l'objet d'une étude globale : les élèves peuvent être amenés à identifier les ressources et contraintes d'un contexte historique en analysant les conditions sociales et politiques de son écriture (la défiance

4. Des [extraits commentés](#) de cette source sont disponibles sur le site de la fondation Napoléon.

croissante des catholiques face à la politique étrangère de Napoléon III, l'émergence d'un mouvement ouvrier qui s'organise à partir de septembre 1864 sous la forme d'une Association internationale des Travailleurs, sans oublier un paternalisme social revendiqué par le régime) tout comme ses diverses répercussions (dont le droit de grève). La loi Ollivier permet d'envisager la contextualisation d'un événement à différentes échelles, une réflexion qui peut aisément être prolongée en cours d'EMC. Le programme de 1^{re} comprend notamment deux entrées portant sur des thématiques proches : « les fragilités liées aux mutations économiques : transformation du monde du travail » et « les politiques sociales et les systèmes de prise en charge ».

Chapitre 3. La France et la construction de nouveaux États par la guerre et la diplomatie

Problématique

Quel rôle a joué la politique étrangère française dans la reconfiguration territoriale et politique de l'Europe, et de la France elle-même, entre 1848 et 1871 ?

Enjeux du chapitre

La remise en cause de l'ordre international défini par le traité de Vienne est après le « printemps des peuples » le fait d'États (la France, la Prusse, le royaume de Piémont-Sardaigne, le Royaume-Uni dans une moindre mesure). Ceux-ci voient dans la politique des nationalités un moyen d'étendre à l'extérieur leur territoire, tout en asseyant leur légitimité à l'intérieur. La France du Second Empire apparaît dans ce cadre comme un exemple privilégié : Napoléon III voit, comme cela devient manifeste à la suite de l'attentat d'Orsini, dans le soutien au *Risorgimento* italien un moyen d'affaiblir l'Autriche-Hongrie et d'accroître l'espace d'influence de la France, tout comme un levier pour susciter l'adhésion personnelle d'un électorat marqué par un glissement vers l'opposition républicaine. Mais la France n'est pas qu'un acteur central de la redéfinition des relations internationales : elle est aussi un territoire de projection des espoirs, des déceptions et des représentations nationales. La défaite de Sedan ne marque pas seulement le reflux des troupes françaises de Rome, permettant aux troupes du jeune royaume d'Italie de s'en emparer. Elle constitue un moment d'émancipation symbolique des élites européennes face à la question nationale portée par la politique étrangère de la France depuis la Révolution (émancipation que marque la proclamation de l'empire allemand à la galerie des Glaces de Versailles en janvier 1871), ouvrant sur une nouvelle temporalité : celles des nationalismes et impérialismes.

Les relations internationales peuvent ainsi être abordées sous l'angle de la *Realpolitik*. La guerre et la diplomatie constituent dans ce cadre deux instruments envisagés par les acteurs non comme opposés, mais complémentaires. Leur enjeu majeur demeure la légitimité, qui joue tant sur des principes dynastiques que sur l'adhésion d'opinions publiques en cours d'affirmation (que ce soit à travers la diplomatie — secrète, par mariage, par fuites dans la presse, ou des guerres cherchant à aboutir à des concessions diplomatiques lors de traités de paix). Contrairement à ce qu'a pu affirmer une mythologie nationaliste italienne ou allemande *a posteriori*, cette histoire ne suit pas un plan préétabli mais résulte de conjonctures, de crises et de dynamiques de long terme qui expliquent, dans un cadre de contraintes et d'opportunités, des prises de décisions d'acteurs politiques. Ainsi, alors que la diplomatie française pensait pouvoir affaiblir les puissances allemandes par une neutralité bienveillante vis-à-vis

de l'empire d'Autriche d'une part et de l'alliance italo-prussienne d'autre part, la victoire prussienne à Sadowa en 1866 transforme les rapports de force européens au détriment de la France, permet la création d'une Confédération d'Allemagne du Nord sous domination prussienne en 1867 et convainc Bismarck de la nécessité d'une guerre contre la France pour mobiliser l'opinion publique allemande et rallier les États allemands du Sud. La succession au trône d'Espagne à partir de 1868 sert de levier et de déclencheur. La peur d'un encerclement de la France par un nouvel empire de Charles Quint des Hohenzollern engendre une crise diplomatique au sein de laquelle se rencontrent l'habileté de Bismarck et la volonté de Napoléon III de mettre fin à l'accroissement de la puissance prussienne pour aboutir à la guerre de 1870.

Comment insérer les points de passage et d'ouverture

Le rattachement de Nice et de la Savoie à la France

La question italienne a déjà pu être abordée dans les thèmes précédents. Elle est notamment un moyen de renouer avec la tradition révolutionnaire et napoléonienne. Elle peut dans un premier temps être inscrite dans ce temps plus long, de la période révolutionnaire au Printemps des peuples, pour souligner la façon dont Napoléon utilise la politique extérieure pour affirmer le rôle de la France comme puissance européenne, avec un regard ambigu et parfois contradictoire sur les mouvements nationaux, mais aussi à des fins de politique intérieure, la cause du Piémont étant largement soutenue en France, y compris chez des républicains comme Barbès (ce que lui reproche d'ailleurs son amie George Sand).

La question italienne revient au premier plan après la guerre de Crimée, dont le règlement a placé la France au cœur du concert européen. C'est l'occasion de montrer comment Napoléon III s'appuie sur cette position de force et sur le développement du royaume du Piémont, en outre allié à la France dans la guerre de Crimée, pour mener une politique offensive. Le professeur peut amener à réfléchir aux motivations de l'empereur à différentes échelles, entre la volonté d'affirmer la place de la France en affaiblissant l'Autriche, celle d'imposer la récupération de territoires à un royaume de Piémont qui a besoin de l'aide française pour repousser l'Autriche, et celle de réussir une opération qui renforcera sa popularité, par la récupération de territoires qui faisaient partie de la Grande Nation d'avant 1815, la Savoie ayant été une première fois rattachée à la France en 1792.

Ces motivations permettent de souligner la position de force de la France, et d'éclairer la façon dont son action se déploie à partir de l'entrevue de Plombières de 1858. Accompagnée d'une intense propagande et doublée de provocations régulières des Piémontais visant à faire intervenir les Autrichiens, la France intervient directement et récupère la Lombardie, pour la rétrocéder au Piémont et accélérer ainsi de manière décisive l'unification italienne. Les plébiscites organisés à Nice et en Savoie renforcent la position française avec une acceptation massive des populations.

Le professeur peut, après l'analyse de cet épisode aux échelles européenne et nationale, en venir aux conséquences intérieures de cette action, à travers le rejet profond qu'elle suscite chez les catholiques français, soutiens de départ du régime, puisqu'elle met le pape en très grande difficulté face à l'unification italienne. Il est possible de mettre en perspective cet événement avec la politique intérieure du Second Empire, mais aussi avec une politique étrangère de plus en plus active, entre colonisation et interventions européennes, mais d'où vient la chute du régime, avec l'expédition du Mexique et l'unification allemande, sorte de miroir inversé de celle de l'Italie.

1871 – Bismarck et la proclamation du Reich

Parmi les éléments du règne de Napoléon III victimes d'une vision téléologique et de la réécriture de l'histoire par les républicains, la défaite finale de 1870-1871 figure en bonne place, vue comme la défaite d'un homme, stratège incapable entouré d'incompétents, quand il n'est pas présenté sous l'influence de l'impératrice pour aller vers une guerre inconsidérée. L'effondrement est pourtant d'autant plus violent que, malgré la montée des oppositions qui avait amené Napoléon III à faire des concessions importantes, le plébiscite de 1870 avait rappelé sa popularité toujours forte, notamment dans les campagnes.

Partir de la proclamation du Reich peut donc permettre une réflexion rétrospective, pour comprendre pourquoi l'empereur, certes affaibli mais au pouvoir toujours bien ancré, voit le principe des nationalités, qu'il avait utilisé à son profit dans l'affaire italienne, se retourner cette fois contre lui et causer sa perte.

Les axes et les échelles de réflexion mobilisés pour la question italienne peuvent être repris à front renversé, pour montrer, alors que Napoléon avait su lire les rapports de force en 1859-1860, qu'il analyse mal la montée en puissance de la Prusse et la volonté de Bismarck. Un premier point peut porter sur la réaction de l'empereur à la victoire décisive de Sadowa : il décide de rester neutre, n'étant pas *a priori* défavorable à une unification allemande sous l'égide de la Prusse, à condition d'obtenir des compensations, comme pour le cas italien. On peut alors confronter ces motivations au point de vue de Bismarck pour souligner les différences de situation : la Prusse, contrairement au Piémont, se trouve en position de force, avec une armée nombreuse et organisée, et n'a donc nul besoin de soutien extérieur. Au contraire, une victoire contre la puissance française imposerait définitivement sa domination sur les régions du Sud allemand. On peut aussi évoquer la question de la réforme militaire, qui peut donner des éléments sur les craintes de Napoléon III quant à une confrontation directe avec la Prusse.

Il est ensuite possible de continuer cette comparaison avec les provocations qui amènent à la guerre pour montrer, au-delà des questions liées à la succession d'Espagne, que c'est Bismarck qui est à la manœuvre là où la France menait le jeu en 1859. La défaite permet de montrer, outre l'effondrement de l'empire, comment l'affirmation des nationalités et la reconfiguration de la carte de l'Europe se font cette fois aux dépens de la France, occupée et affaiblie.

Capacités et méthodes : exemple

- Procéder à l'analyse critique d'un document selon une approche historique.
- Justifier des choix, une interprétation, une production.

Les deux entrées permettent d'envisager, à travers deux moments des processus d'unité nationale italienne et allemande, la politique des nationalités menée par le Second Empire. Si ces deux moments peuvent être mis en regard pour identifier le rôle de la diplomatie, de la guerre et d'acteurs-clés (Bismarck et Cavour) d'un côté et la place réelle et symbolique de la France dans la construction nationale de ces deux États de l'autre, ils ne sauraient résumer la politique allemande ou italienne de la France ni des « voies » d'unification nationale différentes. Ils permettent de rappeler que les unités nationales sont des récits et des constructions à historiciser en tant que processus, où différentes temporalités et échelles se croisent.

Ces récits peuvent être illustrés et questionnés à travers l'analyse de deux représentations officielles :

- les photographies d'Auguste-Rosalie Bisson en 1860 qui marquent, à travers le voyage de l'empereur, la prise de possession de Nice et de la Savoie par la France⁵ ;
- le tableau sur la proclamation de l'empire par Bismarck au château de Versailles en janvier 1871, peint par Anton von Werner, et qui renvoie à de multiples mémoires légitimant l'État naissant.

De courts exposés à partir de recherches personnelles encadrées sur les étapes de ces constructions nationales italienne et allemande et la place qu'y eurent les guerres, la diplomatie et la France peuvent être l'occasion de travailler l'expression orale, l'écoute active tout comme d'interroger une narration nationale pour construire une réponse à une problématique complexe.

Pièges à éviter

- Réduire le thème à trois approches thématiques sans s'inscrire dans un questionnement général sur la place et l'imaginaire d'un État-nation et sans en interroger les temporalités.
- Faire de l'État la seule échelle d'analyse et réduire les acteurs aux seuls décideurs politiques, sans interroger les dynamiques à différentes échelles et prendre en compte la multitude d'acteurs qui constituent l'opinion publique, que l'État cherche à contrôler et qui légitime, critique et influence les décideurs.
- Envisager une césure politique entre la Deuxième République et le Second Empire sans considérer les évolutions des deux régimes sous l'angle de la politisation.
- Considérer l'industrialisation uniquement sous l'angle d'une révolution des techniques alors même qu'il existe une demande sociale (comme celle des déplacements).
- Faire une histoire de l'industrialisation et des transformations sociales sans interroger le rôle de l'État dans ses politiques de modernisation.
- Raconter les constructions nationales italienne et allemande comme des processus linéaires imaginés au préalable par des acteurs et les unités comme des aboutissements d'une histoire nationale.
- Aborder la période d'un point de vue téléologique sans étudier les débats et les conflits qui concernent les entrées et acteurs à étudier et qui constituaient autant de réponses à des modernités possibles.

Éléments de bibliographie, ressources

Bibliographie générale

- Sylvie APRILE, *La Révolution inachevée (1815-1870)*, Paris, Belin (coll. « Histoire de France »), 2010.
- Jean-Claude CARON, Michel VERNUS, *L'Europe au xixe siècle – Des nations aux nationalismes (1815-1914)*, Paris, Armand Colin, 2015 pour l'éd. revue et corrigée.
- Christophe CHARLE, *Discordance des temps. Une brève histoire de la modernité*, Paris, Armand Colin, 2011.

5. Certaines photographies sont visibles sur le site de l'exposition de la Bibliothèque nationale de France réalisée en 2004 et intitulée « [Des photographes pour l'empereur](#) ».

Lycée voie(s)	Générale	Technologique	Professionnelle	CAP	Seconde	Première	Terminale
Histoire							

- Christophe CHARLE, Daniel ROCHE (dir.), *L'Europe. Encyclopédie historique*, Paris, Actes Sud, 2018.
- Francis DÉMIER, *La France du XIX^e siècle. 1814-1914*, Paris, Seuil, 2000 (2^{de} édition 2014).
- Jürgen OSTERHAMMEL, *La transformation du monde : une histoire globale du XIX^e siècle*, Paris, Nouveaux Mondes Éditions, 2017.

Sur le premier chapitre

- Maurice AGULHON, *1848 ou l'apprentissage de la République (1848-1852)*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2002 pour l'édition revue et corrigée.
- Jean-Claude YON, *Le Second Empire : politique, société, culture*, Paris, Armand Colin, 2009.
- Martine REID, *George Sand*, Paris, Gallimard, 2013.
- Michelle PERROT et Georges DUBY, *Histoire des femmes en Occident*, Paris, Plon, 1991-1992, 5 vol.
- Éric ANCEAU, *Napoléon III*, Paris, Texto (Taillandier), 2012.
- Pierre MILZA, *Napoléon III*, Paris, Tempus, 2007.
- Les ressources du portail [Gallica](#) de la BnF (plusieurs entrées thématiques avec des ressources sur George Sand, Alphonse de Lamartine, Napoléon III).

Sur le deuxième chapitre

- Christophe CHARLE, *Histoire de la société française au XIX^e siècle*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2015 pour l'édition revue et augmentée.
- Christophe CHARLE, *Paris, « capitales » des XIX^e siècles*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2021.
- Jean-Pierre RIOUX, *La révolution industrielle (1780-1880)*, Paris, Le Seuil, coll. « Points », 2015 pour l'édition revue et corrigée.
- Patrick VERLEY, *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation de l'Occident*, Paris, Gallimard, 2013 pour l'édition poche.
- Pierre PINON, *Atlas du Paris haussmannien : la ville en héritage du Second Empire à nos jours*, Paris, Parigramme, 2002.
- *Le Paris d'Haussmann*, TDC, n° 1075, mai 2014.
- Un [site interactif de la BnF](#) sur le Paris haussmannien.
- Jean AUTIN, *Les Frères Pereire, le bonheur d'entreprendre*, Paris, Librairie Académique Perrin, 1984.

Sur le troisième chapitre

- Elena MUSIANI, *Faire nation. Les Italiens et l'unité (XIX^e – XXI^e siècles)*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 2018.
- Gilles BERTRAND, Jean-Yves FRÉTIGNÉ, Alessandro GIACONE, *La France et l'Italie. Histoire de deux nations-sœurs, de 1660 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2016.
- *Napoléon III et l'Italie. Naissance d'une nation (1848-1870)*, catalogue d'exposition du musée de l'Armée, Paris, éd. Nicolas Chaudun, 2011 (comprend de nombreux documents iconographiques).
- Johann CHAPOUTOT, *Histoire de l'Allemagne de 1806 à nos jours*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2014.

- Sandrine KOTT, *L'Allemagne du XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1999.
- Heinrich August WINKLER, *Histoire de l'Allemagne XIX^e - XX^e siècles — Le long chemin vers l'Occident*, Paris, Fayard, 2005.
- Site de l'exposition « [France-Allemagne\(s\) 1870-1871](#) » qui s'est tenue au musée de l'Armée en 2017.